

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 06/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AFM RECYCLAGE

rue du Colombier
ZI des Yvaudières
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : VAT20230379

Code AIOT : 0010005887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté rue du Colombier ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- rue du Colombier ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010005887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

– Situation de l'entreprise :

La société AFM Recyclage exerce, sur son site de St Pierre-des-Corps, une activité de la collecte, le

tri et le transit des métaux et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU). Cet établissement emploie 10 personnes.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 2010. L'arrêté préfectoral complémentaire n° 20957 du 7 septembre 2020, met à jour la situation administrative de l'établissement. De plus, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20956 du 7 septembre 2020 porte agrément du centre VHU de l'établissement.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2710-1.a : installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 15 t (autorisation) ;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 30 t/j (autorisation) ;
- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 40,28 t (autorisation) ;
- 2713-1 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant de 2 740 m² (enregistrement) ;
- 2710-2.b : installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets non-dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents étant de 250 m³ (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2711-2 : installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 300 m³ (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2714-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 210 m³ (déclaration).

Le centre VHU n'est pas classé au titre de la nomenclature ICPE (surface maximale de 99 m², le seuil du régime de la déclaration étant fixé à 100 m²).

– Projets et investissements :

L'exploitant précise que la cisaille du site a été démontée et doit être remplacée.

Il indique également qu'il prévoit de déplacer les bureaux de son établissement, de créer un nouveau portail (afin d'avoir un sens de circulation entrée/sortie) et d'ajouter un second pont-basculé. En outre, il précise qu'un terrain à proximité a été acheté afin d'y installer son installation de collecte de déchets non-dangereux apportés par le producteur initial (soumise à la rubrique 2710 de la nomenclature ICPE sous le régime de la déclaration).

L'inspection des installations classées indique que l'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance au préfet d'Indre-et-Loire afin de l'informer des modifications qu'il souhaite apporter aux modalités d'exploitation de ses installations. En particulier, les projets de l'exploitant impliquent a minima une modification du périmètre ICPE de l'établissement.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la mise en service de l'installation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 mai 2022 ;
- gestion des suites de la visite d'inspection précédente.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Gestion des VHU	AP Complémentaire du 07/09/2020, article I > 10°	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.2.4.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Aires d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 1.2.2.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Moyens d'intervention contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	60 jours
10	Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surface du centre VHU	AP Complémentaire du 07/09/2020, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.3.2 > 1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surface du centre VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est en mesure de justifier la somme des surfaces élémentaires occupées par les différentes activités liées à l'activité du centre VHU qui sont les surfaces occupées pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- le stockage des VHU avant leur démontage ;- les ateliers de démontages et/ou de cisailage ;- le stockage des déchets issus des VHU ;- les équipements connexes aux activités du centre VHU. <p>L'ensemble des différentes surfaces est matérialisé physiquement au sol et ne dépasse pas 99 m².</p>
Constats : L'exploitant doit, à l'issue des travaux de rénovation de la dalle du site, matérialiser physiquement la totalité des surfaces affectées à son centre VHU. Ces surfaces doivent inclure le stockage des VHU avant leur démontage, les ateliers de démontages et/ou de cisailage, le stockage des déchets issus des VHU dépollués ou démontés, le stockage des VHU dépollués, ainsi que les équipements connexes aux activités du centre VHU.
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : L'exploitant déclare que les opérations qu'il réalise sur les VHU se limitent à la dépollution. Les VHU sont ensuite expédiés vers une installation qui achève leur démontage et réalise leur broyage.</i> <p><i>Visite de l'installation :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- présence d'une zone d'entreposage des VHU non dépollués de 75 m². Cette zone est signalée par un panneau, un marquage au sol la délimitant a été réalisé, toutefois il est en grande partie effacé (seuls quelques marques ponctuelles subsistent) ;- présence d'une zone de dépollution des VHU. Elle est constituée d'une zone sur rétention de 15 m² (6 x 2,5 m) et d'un stockage complémentaire de fluides issus de la dépollution de 3 m² (trois conteneurs de 1 m3). La zone sur laquelle sont positionnés les VHU en cours de dépollution n'est pas matérialisée au sol ;- absence de pièces usagées issues des VHU et non destinées à être réutilisées. La zone dédiée à leur entreposage n'est pas matérialisée au sol ;- absence de VHU dépollués. La zone dédiée à leur entreposage n'est pas matérialisée au sol. <p><i>L'exploitant déclare qu'il ne comptabilise pas la zone d'entreposage des VHU dépollués dans la surface de son installation et qu'il considère ces VHU comme des déchets de ferraille. Toutefois, cette interprétation est erronée :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- après leur dépollution et jusqu'à leur broyage, les VHU sont considérés comme tel (code déchet 16 01 06) et doivent toujours faire l'objet d'un suivi spécifique (bordereau de suivi des VHU) ;- d'après la note d'interprétation de la rubrique 2712 (version 1 en date du 25 avril 2017) l'ensemble des surfaces dédiées à l'activité VHU sont à prendre en compte. Cela inclut le stockage des VHU avant leur démontage, les ateliers de démontages et/ou de cisailage, le stockage des déchets issus des VHU dépollués ou démontés, le stockage des VHU dépollués (qui font partie intégrante des déchets issus des VHU à dépolluer), les équipements connexes aux activités du centre VHU. Seules

les surfaces dédiées aux pièces issues de la dépollution ou du démontage ET destinées à être réutilisées en sont exclues.

Constat du 05/04/2022 : L'exploitant n'a pas matérialisé physiquement la totalité des surfaces affectées à son centre VHU. Par ailleurs, il doit démontrer que la somme de ces surfaces (incluant le stockage des VHU avant leur démontage, les ateliers de démontages et/ou de cisailage, le stockage des déchets issus des VHU dépollués ou démontés, le stockage des VHU dépollués (qui font partie intégrante des déchets issus des VHU à dépolluer) et les équipements connexes aux activités du centre VHU) est inférieure ou égale à 99 m².

L'exploitant présente le plan des surfaces affectées à son centre VHU. D'après ce document :

- la surface de la zone des VHU en attente de dépollution est de 49 m² ;
- la surface de la station de dépollution est de 15 m² ;
- la surface de la zone de stockage des VHU dépollués est de 20 m².

Il en résulte une surface de 84 m². L'inspection des installations classées précise que la surface affectée au stockage des déchets issus des VHU dépollués ou démontés est également à comptabiliser pour le calcul de la surface totale du centre VHU.

Visite de l'installation :

- des travaux de réfection de la dalle du site sont en cours ;
- absence de VHU dans l'établissement. L'exploitant déclare qu'il a arrêté d'en admettre temporairement dans l'attente de l'achèvement des travaux précités. Il présente la dernière page de son registre de police qui indique que le dernier VHU pris en charge a été admis sur le site le 28/04/2023.

L'exploitant déclare que les zones affectées à son centre VHU seront matérialisées par un marquage au sol à l'issue des travaux de renouvellement de la dalle de son site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2020, article I > 10°
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ; - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ; - les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ; - les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ; - les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ; - les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; - le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.
Constats : Le constat suivant est maintenu dans l'attente de la finalisation des travaux en cours : les fluides issus des VHU sont susceptibles de s'écouler en dehors de la dalle, sur une zone non revêtue.
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : L'exploitant présente son registre de police. Présence, dans la zone des VHU à dépolluer d'un véhicule immatriculé DV 645 NQ. Ce véhicule est bien présent dans le registre précité. Par ailleurs, l'exploitant présente la carte grise (barrée) ainsi que le certificat d'achat pour destruction correspondants.</i>

Visite du centre VHU :

- zone affectée à l'entreposage des VHU non dépollués : les véhicules sont stockés sur une dalle, présence d'un dispositif de collecte des fuites (avaloir) relié au décanteur/déshuileur du site. Toutefois, la dalle est dégradée (fissures), de plus, l'avaloir est encrassé et, en l'absence de bordures en limite de la dalle, les écoulements sont susceptibles de se répandre sur le sol non revêtu ;
- absence de VHU dépollués et de zone spécialement affectée à leur entreposage (voir point de contrôle relatif à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2020) ;
- zone de démontage : présence d'une dalle béton en bon état et d'une zone placée sur rétention de 15 m² (6 x 2,5 m) située dans le bâtiment du site, les fluides sont recueillis par un avaloir situé en dehors du bâtiment et dirigés vers le décanteur/déshuileur ;
- absence de pièces grasses ou de moteurs issus des VHU dépollués (voir point de contrôle relatif à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2020) ;
- les batteries issues des VHU sont entreposées dans des conteneurs appropriés situés dans le bâtiment du site ;
- les fluides issus de la dépollution des VHU sont entreposés dans des réservoirs (cinq conteneurs de 1 m³ et quatre fûts de 200 l), sur rétention, et placés dans le bâtiment du site.

Constat du 05/04/2022 : La dalle de la zone de stockage des VHU non dépollués est dégradée. Par ailleurs, les fluides issus des VHU sont susceptibles de s'écouler en dehors de la dalle, sur une zone non revêtue.

L'exploitant présente la facture de 31/01/2023 correspondant aux travaux de curage de la totalité de ses réseaux de collecte d'eaux de ruissellement et de fuites. Cette facture précise également que le débourbeur-déshuileur a été curé et qu'une inspection télévisée des canalisations du site a été réalisée. La date de réalisation des travaux indiquée sur ce document est le 06/01/2023.

Visite de l'installation : l'avaloir présent au niveau de la zone de stockage des VHU non dépollués ne présente pas d'encrassement notable.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022 en ce qu'il a curé le réseau de collecte des fluides issus des VHU non dépollués.

L'exploitant présente le planning correspondant aux travaux en cours sur son site : la finalisation des travaux de réfection de la dalle du site est prévue le 15/07/2023.

Visite de l'installation : la dalle de la zone de stockage des VHU non dépollués est en cours de réfection (partie supérieure de la dalle décaissée). L'exploitant déclare que les talus enherbés situés autour de cette zone seront supprimés et remplacés, d'ici au 15/07/2023, par un béton de propreté présentant une pente orientant les écoulements vers l'avaloir précité, de telle sorte que les fluides issus desdits VHU se seront pas susceptibles de s'écouler en dehors de la dalle.

L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 20/06/2023, une photographie démontrant que les travaux de réfection de la dalle sont achevés.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022 en ce qu'il a corrigé les défauts affectant la dalle recouvrant l'aire de stockage des VHU non dépollués.

L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022 en ce qu'il n'a pas finalisé les dispositions nécessaires afin que les fluides issus des VHU non dépollués ne soient pas

susceptibles de s'écouler en dehors de la dalle dédiée à leur stockage. L'inspection des installations classées note toutefois que les actions correctives nécessaires sont en voie d'achèvement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet [...];- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...];- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m³ ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...];- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
Constats : Le registre des déchets entrants établi au titre de l'année 2023 présente des erreurs (codes de traitement ne correspondant pas à l'opération réalisée).
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : L'exploitant présente son registre des déchets entrants concernant l'année 2022 : les informations qu'il renseigne sont similaires à celles de son registre concernant l'année 2021 (la quantité est exprimée en kg, absence de la dénomination du déchet, de son caractère POP, des numéros de SIRET du producteur initial/expéditeur/transporteur/éco-organisme...).</i> <i>Constat du 05/04/2022 : Le registre des déchets entrants établi au titre de l'année 2022 est incomplet.</i> Examen du registre des déchets entrants établi au titre de l'année 2023 :

- ce document prévoit le recueil de l'ensemble des informations nécessaires ;
- l'exploitant a attribué le code de traitement R4 (recyclage de métaux) aux déchets d'inox (19 12 02) qu'il a reçus le 03/01/2023, toutefois le traitement réalisé par l'exploitant correspond à une opération de prétraitement (tri) correspondant au code R12.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
Constats : Le registre des déchets sortants établi au titre de l'année 2023 présente des incohérences (code de traitement attribué incompatible avec la qualification du traitement final) et des lacunes (pour les déchets expédiés à l'étranger : absence des informations prévues par le règlement (CE) 1013/2006, du code du déchet et du code de traitement mentionnés aux l'annexe IV, VIII et IX de la Convention de Bâle).

Observations : *Observations du 05/04/2022 : L'exploitant présente son registre des déchets sortants concernant l'année 2022 : les informations qu'il renseigne sont similaires à celles de son registre concernant l'année 2021 (la quantité est exprimée en kg, absence de la dénomination du déchet, de son caractère POP, des numéros de SIRET du producteur initial/établissement recevant le déchet/transporteur/éco-organisme...).*

Constat du 05/04/2022 : Le registre des déchets sortants établi au titre de l'année 2022 est incomplet.

Examen du registre des déchets sortants établi au titre de l'année 2023 :

- ce document prévoit le recueil de l'ensemble des informations nécessaires ;
- l'exploitant a attribué le code de traitement R13 (transit sans transvasement avant une opération de réutilisation recyclage ou valorisation) aux déchets industriels banals (19 12 12) expédiés le 03/01/2023, or la qualification du traitement final indiquée est "élimination" (incompatible avec un code de traitement débutant par "R") ;
- l'exploitant a expédié des déchets de ferraille (19 12 02) vers l'Espagne le 03/01/2023, or il n'a pas renseigné dans son registre les informations prévues par le règlement (CE) 1013/2006, ainsi que le code du déchet et le code de traitement mentionnés aux l'annexe IV, VIII et IX de la Convention de Bâle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.
Constats : Le constat suivant est maintenu dans l'attente de la finalisation des travaux en cours : la dalle recouvrant les aires de circulation est dégradée et présente des défauts d'étanchéité.
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : Visite de l'installation :</i> <ul style="list-style-type: none">- le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est revêtu d'une dalle béton ;- la dalle précitée présente, notamment au niveau des aires de circulation et d'entreposage des déchets, de nombreuses zones de détérioration (faïençage, forte fissuration, nids de poule), dont certaines présentent des défauts d'étanchéité évidents ;- les aires de circulation sont fortement encrassées au niveau de la zone de tri et d'entreposage des DIB et des déchets de métaux. <i>Constat du 05/04/2022 : La dalle recouvrant les aires de circulation est dégradée et présente des défauts d'étanchéité. En outre, les aires de circulation sont encrassées.</i> L'exploitant présente le planning correspondant aux travaux en cours sur son site : la finalisation des travaux de réfection de la dalle du site est prévue le 15/07/2023. Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- la dalle recouvrant les aires de circulation ne présente pas d'encrassement significatif ;- la dalle recouvrant la partie sud des aires de circulation a été renouvelée, elle ne présente pas de défaut notable ;- la dalle recouvrant la partie est des aires de circulation a été coulée et est en cours de finalisation (lissage et formes de pente) ;- la dalle recouvrant la partie nord des aires de circulation est en cours de réfection (partie supérieure de la dalle décaissée) ;- l'exploitant déclare que la dalle située à proximité du pont-bascule sera renouvelée d'ici au 15/07/2023 ;- certaines zones de la dalle recouvrant les aires de circulation ne seront pas renouvelées (zones limitées situées à l'entrée, à l'est et au sud du bâtiment d'exploitation). Examen desdites zones : un nid de poule superficiel est constaté à proximité du bâtiment d'exploitation. L'exploitant déclare qu'il sera comblé à l'issue des travaux. L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 20/06/2023, une photographie démontrant que les travaux relatifs au renouvellement de la partie nord de la dalle sont achevés.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022 en ce que les aires de circulation sont propres.

L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022 en ce qu'il n'a finalisé la correction des défauts affectant la dalle recouvrant les aires de circulation de son établissement. L'inspection des installations classées note toutefois que les actions correctives nécessaires sont en voie d'achèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Aires d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 1.2.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Déchets Industriels Banals (DIB) hors déchets métalliques : [...] sur sol étanche ;- Déchets métalliques : [...] sur sol étanche.
Constats : Le constat suivant est maintenu dans l'attente de la finalisation des travaux en cours : la dalle recouvrant les aires d'entreposage des déchets métalliques est dégradée et présente des défauts d'étanchéité.
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : Visite de l'installation :</i> <ul style="list-style-type: none">- le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est revêtu d'une dalle béton ;- la dalle précitée présente, notamment au niveau aires d'entreposage des déchets industriels banals et des déchets métalliques, de nombreuses zones de détérioration (faïençage, forte fissuration, nids de poule), dont certaines sont susceptibles de remettre en cause son étanchéité. <p><i>Constat du 05/04/2022 : La dalle recouvrant les aires d'entreposage des déchets industriels banals et des déchets métalliques est dégradée et présente des défauts d'étanchéité.</i></p> <p>L'exploitant présente le planning correspondant aux travaux en cours sur son site : la finalisation des travaux de réfection de la dalle du site est prévue le 15/07/2023.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dalle recouvrant la partie sud des aires d'entreposage des déchets industriels banals et des déchets métalliques a été renouvelée, elle ne présente pas de défaut notable ;- l'exploitant déclare que la dalle recouvrant la zone munie d'une rétention affectée aux déchets susceptibles d'être à l'origine d'écoulements (ex : huiles de coupe issues des tournures de métaux) sera renouvelée d'ici au 15/07/2023. <p>L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022 en ce qu'il n'a finalisé la correction des défauts affectant la dalle recouvrant les aires d'entreposage des déchets métalliques de son établissement. L'inspection des installations classées note toutefois que les actions correctives nécessaires sont en voie d'achèvement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs [du] bon état [des réseaux de collecte des effluents][...].
Constats : Pas de non-respect constaté après examen des éléments complémentaires transmis par l'exploitant.
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : Visite de l'installation :</i> <ul style="list-style-type: none">- le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est revêtu d'une dalle béton ;- présence, sur la dalle précitée, d'avaloirs permettant de recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, toutefois certains de ces avaloirs sont encrassés. <i>Constat du 05/04/2022 : Les réseaux de collecte des effluents sont encrassés et ne sont pas maintenus en bon état.</i> L'exploitant présente la facture de 31/01/2023 correspondant aux travaux de curage de la totalité de ses réseaux de collecte d'eaux de ruissellement et de fuites. Cette facture précise également que le débourbeur-déshuileur a été curé et qu'une inspection télévisée des canalisations du site a été réalisée. La date de réalisation des travaux indiquée sur ce document est le 06/01/2023. Visite de l'installation : par sondage, l'avaloir présent à proximité de l'angle sud-ouest du bâtiment d'exploitation présente pas d'encrassement notable. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter la procédure décrivant les modalités de contrôle et de maintenance des réseaux de collecte de ses effluents. L'exploitant transmet ultérieurement, par courrier du 30/06/2023, sa procédure décrivant les modalités de contrôle et de maintenance des réseaux de collecte de ses effluents. L'exploitant a déféré aux injonctions de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.3.2 > 1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023
Prescription contrôlée : <p>Le bâtiment est équipé, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (exutoire de fumée).</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : Visite du bâtiment de stockage : absence de dispositifs de désenfumage.</i> <i>Constat du 05/04/2022 : Le bâtiment de stockage n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage.</i> Visite du bâtiment de stockage : <ul style="list-style-type: none">- présence de deux trappes de désenfumage en toiture (une vers la porte d'accès, l'autre dans partie sud du bâtiment) et d'un dispositif de commande situé à proximité de la porte d'accès ;- mesure des dimensions du bâtiment : 19 x 19,6 m, soit environ 372,4 m² ;- les dimensions des trappes de désenfumage indiquées sur la facture correspondant à leur mise en place sont : 1,4 x 1,4 m, soit 1,96 m² par trappe et 3,92 m² pour les deux trappes ce qui représente environ 1 % de la surface au sol du bâtiment. L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens d'intervention contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers. Il dispose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un RIA ;- d'un poteau d'incendie d'un débit de 212 m³/h- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie comportent également un réseau public ou privé alimentant, à raison de 60 m³/h au minimum, 1 poteau d'incendie normalisé situé à moins de 200 m de l'établissement.</p>
Constats : Le poteau incendie du site délivre un débit inférieur à 212 m ³ /h. <p>En outre, le constat suivant est maintenu dans l'attente de la finalisation des travaux en cours : l'établissement n'est pas doté d'un RIA.</p>
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : Visite de l'installation :</i> <ul style="list-style-type: none">- absence d'un RIA ;- présence d'un poteau d'incendie, toutefois, d'après le dernier rapport de vérification de ce poteau, il délivre un débit maximal de 125 m³/h et de 117 m³/h sous 1 bar ;- présence d'une bouche incendie communale à l'entrée du site ;- par sondage : présence d'extincteurs dans le bâtiment de stockage. D'après le dernier rapport de vérification de ces dispositifs, il dispose de 15 extincteurs répartis sur son site ;- présence d'une réserve de sable meuble (quantité estimée : 100 l) et d'une pelle dans le bâtiment de stockage. <p>Constat du 05/04/2022 : L'établissement n'est pas doté d'un RIA. En outre, le poteau incendie du site délivre un débit inférieur à 212 m³/h.</p> <p>L'exploitant argue que la valeur de débit de 212 m³/h prescrite par l'arrêté préfectoral du 29/04/2010 serait erronée. Il présente un calcul D9 qui indique que le débit d'extinction nécessaire pour son établissement serait de 60 m³/h.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas adressé au préfet d'Indre-et-Loire un porter à connaissance sollicitant une modification des prescriptions qui lui sont applicables et détaillant les ressources en eau sur lesquelles il s'appuie. En outre, une telle demande devra être argumentée et les valeurs</p>

prises en compte pour le calcul D9 devront être dûment justifiées (en particulier en ce qui concerne la surface de référence prise en compte). Cette éventuelle demande de modification devra recevoir l'avis du SDIS 37 (au cours de son instruction).

Par ailleurs, l'exploitant déclare que les travaux de mise en place de cinq RIA sur le site sont en cours mais ne sont pas achevés à ce jour. Il présente la commande correspondante datée du 24/04/2023 et précise que l'achèvement des travaux afférents est prévu fin juillet 2023.

Visite de l'installation : présence de cinq réservations réparties sur le site dans l'attente de la mise en place des cinq RIA.

L'exploitant n'a pas déféré aux injonctions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/05/2022. En ce qui concerne l'absence de RIA, l'inspection des installations classées relève que l'action corrective est en cours et que son achèvement est prévu à court terme.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023
Prescription contrôlée : <p>Un dispositif d'obturation permet de confiner sur le site les eaux d'incendie affectant l'ensemble des bâtiments et installations. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.</p>
Constats : Le constat suivant est maintenu dans l'attente de la finalisation des travaux en cours : l'exploitant n'est pas en mesure de confiner sur le site les eaux d'extinction potentiellement polluées lors d'un sinistre.
Observations : <i>Observations du 05/04/2022 : Visite de l'installation :</i> <ul style="list-style-type: none">- les eaux et fluides recueillis par les avaloirs sont dirigés vers un poste de relevage situé en amont du décanteur/déshuileur. Présence, sur les canalisations de refoulement, de deux vannes quart de tour permettant d'isoler hydrauliquement le site ;- en cas d'incendie, le débit total des poteaux incendie à mobiliser est de 272 m³/h (212 + 60 m³/h), soit 544 m³ en deux heures. Absence de bassin permettant de confiner sur le site les eaux d'incendie. <p><i>Constat du 05/04/2022 : L'exploitant n'est pas en mesure de confiner sur le site les eaux d'extinction potentiellement polluées lors d'un sinistre.</i></p> <p>L'exploitant a transmis un calcul D9A, s'appuyant sur le calcul D9 précité. Il évalue le volume de confinement des eaux d'extinction potentiellement polluées lors d'un sinistre à 215,7 m³.</p> <p>L'exploitant présente la commande datée du 24/03/2023 correspondant à la mise en place d'un bassin de rétention de 330 m³ de volume utile. Il précise le fonctionnement de ce dispositif : en cas d'incendie, les vannes quart de tour équipant les canalisations de refoulement des pompes de relevage seront fermées, les eaux issues de ces pompes seront alors refoulées vers un bassin de rétention aérien dont la vanne de vidange devra également être fermée (vanne maintenue ouverte en temps normal pour l'évacuation des condensats). Il indique également que le quart sud-ouest de la zone de stockage des déchets a été conçu de manière à assurer une rétention complémentaire (étanchéification complémentaire de la dalle par une membrane dans le béton et forme de pointe de diamant donnant sur un avaloir).</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence d'un bassin aérien en acier galvanisé muni d'une membrane d'étanchéité à l'angle nord-ouest du site. Les dimensions apparentes du bassin sont cohérentes avec celles indiquées dans la commande précitées ;- la partie sud-ouest de la zone de stockage des déchets présente des formes de pente donnant sur l'avaloir équipant ce secteur ;- réalisation d'un essai d'isolement hydraulique du site : l'exploitant ferme les deux vannes quart

de tour équipant les canalisations de refoulement ainsi que la vanne de vidange du bassin de confinement (concluant).

L'exploitant précise toutefois que les travaux ne sont pas encore achevés (intervention nécessaire pour rendre les dispositions de pompage vers le nouveau bassin effectives). La mise en service de ce dispositif devrait intervenir au mois de juillet 2023.

L'exploitant n'a pas finalisé les dispositions permettant de déférer à l'injonction de l'arrêté préfectoral du 30/05/2022. L'inspection des installations classées note toutefois que les actions correctives nécessaires sont en voie d'achèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours